

Les agriculteurs se révoltent contre les décisions du gouvernement

Rien ne va plus entre les agriculteurs et le gouvernement notamment le ministre du Commerce et la promotion des exportations. A l'origine de ces tensions qui caractérisent les rapports entre les deux parties ces derniers jours, la décision du ministère du Commerce de saisir tous les produits agricoles stockés sans déclaration préalable.

Une décision prise dans le cadre de la campagne de lutte contre la spéculation lancée fin septembre, par le gouvernement à la demande du président de la République M. Abdelmadjid Tebboune. En trois semaines, les différents services de l'Etat ont saisi 120 000 tonnes de pommes de terre dans onze wilayas.

La saisie a touché aussi bien les mandataires que les producteurs qui ont l'habitude de stocker une partie de leur production.

La manière avec laquelle est menée cette opération provoque la colère des agriculteurs qui s'estiment visés. En effet, de nombreux agriculteurs ont vu toute leur récolte saisie sous prétexte que son stockage s'est fait sans respect des lois en vigueur.

Additivement à cela, le durcissement des sanctions prévue par la future loi anti-spéculation fait peur aux fellahs qui craignent le pire au cours des prochains mois.

En réaction à ces développements, la Chambre de l'agriculture et de l'Union nationale des paysans algériens ont rendu public mardi, un communiqué conjoint dans lequel ils dénoncent ce qu'ils appellent l'harcèlement des petits agriculteurs. Le document indique que les agissements du ministère du Commerce pourraient provoquer des répercussions terribles sur la production agricoles.

Cette dernière est confrontée à des difficultés liées à la hausse des coûts de production. En clair, le communiqué souligne la hausse des prix de tous les entrants.

Les deux organisations appellent à ne pas faire l'amalgame entre les producteurs et les spéculateurs.